

Sherbrooke began to become a modern town only after 1880, when piped water, gas, telephones, and electricity became available, though these services were initially provided by private monopolies and proved too costly and unreliable for the majority to take advantage of. Most people continued to rely on their polluted wells, and gas — followed by electricity — was largely confined to street lamps. Bell's abuse of its monopoly led to the founding of the People's Telephone Company and an ongoing war for decades, resulting in a forest of utility poles.

This volume, like the first, ends with a detailed (perhaps too detailed) examination of the urban space. Anticipating the building of a canal and industrial development that never materialized, the BALC blocked housing construction in the South Ward, with the result that the town's area only doubled between 1861 and 1891, when its population tripled. While the degree of crowding fluctuated widely in accordance with the economic cycles, the number of people per household unit in the working-class wards was generally twice as high as in the middle-class wards.

Kesteman concludes that the period between 1867 and 1896, which preceded the Laurier boom, was the golden age of industry in Sherbrooke. He rejects the "two worlds" model of Everett Hughes's Drummondville, noting that ethnic tensions were not entirely along class lines and that up to a third of the city's working class was Anglo-Protestant. But the French-Canadian population did remain in a subordinate position because of the transiency of its working class and the lack of access to capital on the part of its *petite bourgeoisie*. Kesteman laments that, while local English-speaking capitalists, such as J. H. Pope and J. G. Robertson, had contacts with the Canadian and imperial bourgeoisie, their French-speaking counterparts could not even count on the provincial government, fixated as it was on impractical colonization projects. He fails to consider that, during this *laissez-faire* era, such projects were one of the only ways the provincial government could attempt to favour one ethno-cultural group over another. The power dynamic in Sherbrooke would change during the next era, when the interests of the English-speaking entrepreneurs were increasingly focused westward, and the French-Canadian ratio of the population continued to rise.

These volumes are exhaustively researched, the thematic coverage is broad, the analysis of the material is clear and coherent, and the factual errors are few (for example, Samuel Brooks was not an Anglican, nor did the Mounted Police pursue the Megantic Outlaw). The broader theoretical and comparative framework is generally ignored in this study, but, while Kesteman argues persuasively that Sherbrooke's Eastern Townships location made it unique in many respects, he has certainly broken new ground in terms of our understanding of the small industrial Quebec town.

J. I. Little  
*Simon Fraser University*

William B. McAllister — *Drug Diplomacy in the Twentieth Century: An International History*. New York: Routledge, 2000, Pp. 344.

Pourquoi la production, le trafic et la consommation de certaines drogues constituent-ils des gestes illégaux? Ou pour reprendre les propos de William B. McAllister, pourquoi au début du XX<sup>e</sup> siècle le mouvement en faveur de l'élimination des drogues réussit-il à imposer le contrôle international de certaines de ces substances contrairement à l'alcool et au tabac? Le lecteur trouve dans l'ouvrage de McAllister une étude stimulante sur la mise en place du cadre répressif international qui gouverne la production, le trafic et la consommation de certaines drogues au XX<sup>e</sup> siècle. Dans son approche du sujet, l'auteur analyse les efforts, les stratégies et les négociations entre les États, notamment le rôle déterminant des États-Unis, les individus ainsi que les lobbies pharmaceutiques et policiers.

L'ouvrage se divise en quatre parties et neuf chapitres. Bien que l'étude couvre le XX<sup>e</sup> siècle, il est possible d'identifier trois moments importants dans la construction du cadre international de répression de l'usage de certaines drogues. Ainsi au début du XX<sup>e</sup> siècle, ce sont des facteurs internes, tels que la montée du mouvement réformiste aux États-Unis ainsi que l'activité missionnaire en Asie, et des considérations géopolitiques, soit la situation chaotique de la Chine, qui incitent les États à coopérer pour faire la lutte à la production de l'opium. Le second moment important est la Seconde Guerre mondiale. La guerre permet aux États-Unis de repenser l'ordre mondial, notamment dans le domaine du contrôle international des drogues. À ce chapitre, l'auteur démontre le rôle et les frustrations des représentants américains au sein des divers organismes, créés par la Ligue des Nations, dans le but de faire la lutte à la production, le trafic et la consommation de l'opium, de la cocaïne et de la marijuana. Champions de l'approche répressive, les États-Unis se heurtent néanmoins aux intérêts des pays producteurs et manufacturiers de drogues dans les années 1930. La Seconde Guerre mondiale permet alors aux dirigeants américains, responsables de la lutte aux drogues, de faire triompher leur objectif, soit de mettre fin à la consommation des drogues à des fins non-médicales par un contrôle plus efficace de la production en multipliant les mécanismes de répression. Le dernier moment clé est celui de la montée de la contre-culture et de la promotion de la consommation de certaines drogues, telles que le LSD et le cannabis, dans les années 1960. Rapidement l'industrie pharmaceutique perçoit la menace, non pas pour la santé des jeunes mais pour son monopole sur la production des drogues contrôlées. Le lobby pharmaceutique réussit partiellement à limiter l'action des États sur la scène internationale en dépit de l'adoption d'un nouveau traité sur les drogues manufacturées.

Tout au long de son étude, l'auteur signale les limites de l'action internationale. Les intérêts des États, qui changent toutefois au gré des conjonctures politiques, dictent leur collaboration à la lutte aux drogues. Ainsi le contexte de la Guerre froide et le mouvement de décolonisation limitent les efforts des représentants américains, siégeant au sein des organismes de lutte aux drogues mis en place par l'Organisation des Nations-Unies, à imposer leurs objectifs dans le cadre de la répression des drogues. En privilégiant la lutte aux pays producteurs et en les incitant à limiter leur production, l'Occident et surtout les États-Unis réussissent, démontre l'auteur, à faire de la consommation des drogues un problème extra-territorial requérant la con-

certation internationale. En agissant de la sorte, on espère diminuer l'offre et de régler le problème de la consommation illicite des drogues.

L'action internationale entraîne de nombreuses conséquences dont la création de bureaucraties nationales et internationales qui, à compter des années 1930, prennent la relève des groupes d'action qui avaient joué, jusqu'alors, un rôle crucial dans la mise en place des premières conventions internationales de lutte aux drogues. À la longue, elle entraîne des effets pervers, tels que le blanchiment d'argent des narco-trafiquants et le développement d'un marché noir.

Un des aspects révélateurs du livre est le rôle du Canada dans la mise en place du cadre répressif régissant la production, le trafic et la consommation de certaines drogues. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'auteur rappelle que le Canada utilise la cause de la drogue pour faire entendre sa voix dans le concert des nations et forger ainsi sa personnalité internationale. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le Canada appuie les États-Unis dans leurs démarches pour forcer les pays producteurs à faire la chasse à ceux qui produisent des drogues. Cette collaboration s'explique par les excellentes relations entre Charles Henry Ludovic Sharman, responsable du bureau des narcotiques de 1927 à 1946 et représentant canadien au Comité sur l'opium créé par la Ligue des Nations. Sharman est ensuite élu au Drug Supervisory Body, poste qu'il occupe de 1948 à 1958. Sharman était très proche de son homologue américain Harry Jacob Anslinger, responsable du American Federal Bureau of Narcotics, de 1930 à 1962.

L'auteur a dépouillé un nombre impressionnant de dossiers d'archives situés aux États-Unis, au Canada et en Europe. Il présente une synthèse de l'action internationale et démontre surtout sa complexité en raison du nombre d'acteurs qui y prennent part. Ces derniers ont vu leur nombre s'accroître tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Au début, ces acteurs étaient les groupes soucieux de réformer la société américaine et les missionnaires. Ensuite, les bureaucraties responsables de la répression des drogues, puis l'industrie pharmaceutique et, dans les années 1960, les regroupements de médecins et de travailleurs sociaux sont devenus d'importants intervenants.

Mes critiques ne sont pas nombreuses. En fait, elles portent sur l'importance accordée par l'auteur au rôle des États-Unis. McAllister présente ce pays comme un leader dans la lutte aux drogues tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Depuis 1945, ce rôle est incontestable en raison des facteurs géostratégiques et l'auteur le démontre de manière convaincante. Avant la Seconde guerre mondiale, est-ce que le rôle des Américains a été aussi déterminant? Après tout, les États-Unis n'ont pas réussi à imposer leurs objectifs puisqu'ils se sont heurtés aux intérêts des États européens. Une étude de l'action des États allemands et surtout des puissances coloniales britannique et française nuancerait peut-être le rôle des États-Unis pour la période antérieure à 1945. Ces dernières remarques n'enlèvent rien aux qualités et à la rigueur de l'ouvrage.

Marcel Martel  
*Université York*